

Pour les forestiers, la difficile

Les premiers contrats entre propriétaires forestiers et acheteurs de bois ont été signés, avec une baisse globale de 30 à 40 % des prix pour les pins de plus de 25 ans. Trop chers à exploiter, les arbres les plus jeunes seront broyés sur place

Jérôme Jamet
j.jamet@sudouest.fr

DEUX DÉBATS

Quelles leçons tirer des incendies monstres de l'été ? Comment repenser la forêt de demain ? La rédaction de « Sud Ouest » organise deux débats à La Teste, vendredi 23 septembre (18 heures), et Landiras, mardi 27 septembre (18 heures), en présence de représentants de l'État, du Département, des pompiers, des acteurs de terrain et des experts. Pour participer en présentiel aux conférences, s'inscrire par mail à communication@sudouest.fr ou remplir le formulaire en ligne sur la page [evenements.sudouest.fr/2022-incendies](https://www.sudouest.fr/2022-incendies)

Les abatteuses par dizaines ont commencé à grignoter le massif incendié cet été en Sud-Gironde. Au rythme moyen d'un hectare par jour et par machine, de larges trouées apparaissent déjà de Guillos à Landiras, de Louchats à Balizac. Laissant deviner le paysage de lande nue qui s'ouvrira dans quelques semaines aux regards des habitants. Mais l'heure n'est plus aux larmes pour les forestiers. Seule compte désormais l'exploitation des pins brûlés qui ont encore un peu de valeur.

Des premiers retours de terrain, il apparaît que les pins de plus de 15 ou 20 ans sont en grande partie exploitables, en bois de trituration pour les plus jeunes qui prendront la direction de l'usine Smurfit Kappa de Facture, et en bois d'œuvre dans les scieries pour les spécimens les plus âgés. En dessous de 15 ans, les pins passeront en pure perte.

« Un massacre »

À la tête d'une exploitation familiale de 150 hectares de pins dont moins d'une trentaine a été épargnée par les flammes, Didier Dupouy n'en revient toujours pas de cet été en enfer. « Jamais je n'aurais imaginé que le massif d'une commune entière puisse brûler. À Guillos, 90 % des 1800 hectares boisés ont été détruits. C'est impensable. » Ancien pompier professionnel, aujourd'hui président de la Défense incendie contre les feux de forêt (DFCI) du village de Guillos, le forestier sait qu'il va perdre beaucoup d'argent.

Devant lui, une de ses parcelles de pins de 25 ans vient d'être coupée en moins de deux jours. Des arbres qui auraient dû atteindre leur maturité dans une quinzaine d'années, avec des troncs trois fois plus larges. « C'est un massacre. Dans quinze ans, ça aurait été du bois

magnifique », souffle le forestier.

Seul soulagement, le feu qui a noirci l'écorce n'a pas touché l'aubier. « À part certains arbres où il est noirci. Mais globalement, il y a encore de la résine, ce qui veut dire que le bois est de valeur. » Pour autant, il n'y a pas le choix. Les pins encore debout sont morts. Brûlés à la racine, prêts à tomber au moindre coup de vent. Il faut exploiter de toute urgence.

Exploiter, mais à quel prix ? Christian Ribes, président de l'interprofession Fibois Nouvelle-Aquitaine, a annoncé à « Sud Ouest » une baisse de 30 à 40 % sur le bois de plus de 25 ans dont on peut encore sortir des planches. Cette décote s'explique par l'augmentation soudaine des volumes mis sur le marché avec 2,37 millions de mètres cubes de bois incendiés cet été en Gironde, mais aussi par la qualité aléatoire du matériau.

Pour Didier Dupouy, la décote est plus proche des 40 %. « C'est ce que m'a proposé mon acheteur Alliance Forêts Bois, qui est aussi mon gestionnaire. J'ai fait marcher la concurrence, j'ai vu trois acheteurs pour être sûr que les cours étaient conformes. Mais ils n'ont pas intérêt à enfoncer les propriétaires. Au contraire, je pense qu'ils ont essayé de tirer les prix au maxi-



Didier Dupouy, propriétaire forestier à Guillos. LAURENT THEILLET / « SO »

« Un avis que ne partage pas un autre forestier qui a perdu une trentaine d'hectares sur Guillos et Saint-Symphorien et préfère préserver son anonymat avant de lâcher : « Les acheteurs sont partout dans la forêt, comme des prédateurs. Ils en proposent le moins cher possible. Ce n'est plus la forêt, c'est la jungle. »

« J'ai vu trois acheteurs pour être sûr que les cours étaient conformes. Ils n'ont pas intérêt à enfoncer les propriétaires »

La simple baisse du prix n'est pas la seule perte pour les forestiers. Désormais, les grumes sont négociées à la tonne et non plus au stère. Or, plus le bois sèche, moins il pèse pour un même volume. L'autre grande perte, c'est celle du temps qu'une se rattrape jamais. Celle que les forestiers appellent « la perte d'avenir », lorsque le volume attendu n'est pas là. Cette perte dans le temps touche tous les pins qui ne sont

pas arrivés à maturité. Les arbres de plus de 25 ans qui allaient donner leur plein rendement dans quelques années, comme les plus jeunes, replantés au lendemain de la tempête Klaus en 2009. Eux n'ont plus aucune valeur.

« Ça coûterait trop cher à exploiter, même en bois-énergie. On va devoir les broyer sur place. En moyenne, avec ce feu, on a perdu dix-sept ans de sylviculture », calcule le forestier de Guillos.

« Courage et énergie »

Sur le massif, seulement un quart des 1500 propriétaires sinistrés en Gironde sont assurés. Des assurances qui ne couvrent pas les pertes mais indemnisent les travaux de replantation à hauteur de 1000 à 1500 euros par hectare.

« Il va falloir beaucoup de courage et d'énergie pour repartir », confie la propriétaire forestière Nathalie Morlot, qui a perdu 135 hectares cet été à Origine. « J'avais une coupe prévue en octobre. Le contrat devait être signé deux jours après le départ du feu, les prix étaient au plus haut. Avec une baisse de 30 %, il est certain que je ne vais pas faire de bénéfice. »

heure des comptes



« Le bois est en train de mourir »

Le propriétaire forestier Emmanuel Ballion table sur une remise en culture des parcelles brûlées par l'incendie de Landiras à l'automne 2023

Dans quel état se trouvent les exploitations forestières brûlées par l'incendie de Landiras ?

C'est une catastrophe pour les forestiers. Énormément de reboisements réalisés après la tempête Klaus ont brûlé. Cela représente environ 30 à 35 %. Ce sont des pins de moins dix ans non commercialisables. On va les broyer. Peut-être qu'une partie pourra être transformée en bois-énergie. Mais il faudrait mettre en place une logistique qui n'existe pas.

Les plus gros bois doivent être exploités au plus vite. Les scolytes (insecte parasite) sont là. Le bois sèche. Il vit sur ses réserves, mais il est en train de mourir. À terme, il peut bleuir avec l'arrivée de champignons. Il y a un problème avec l'écorce brûlée qui peut tacher le bois. Mais les industriels et les scieries jouent le jeu avec une décote acceptable de 20 à 30 %. Heureusement, il y a toujours une très forte demande en bois.

Comment envisagez-vous la reconstruction de la forêt ?

Tout d'abord, il faut des plants. Les pépiniéristes sont en train de réagir. Il faudra être prêts pour replanter à l'automne-hiver 2023-2024. D'ici là, il faudra reconstruire les pistes et les infrastructures. On réfléchit depuis longtemps à l'avenir du massif avec différents scénarios de cultures pour faire face au réchauffement climatique. Nous avons la chance de bénéficier des recherches de l'Inrae à Cestas qui expérimente autour de 400 espèces de plantations.

Baucoup de voix s'élèvent pour remettre en question le pin maritime, il y a une attente



Emmanuel Ballion est aussi gestionnaire d'exploitations. J. J.

sociétale. Mais il y a des permanences que l'on ne peut pas remettre en cause : des terres pauvres, un PH acide, la sécheresse de l'été, la nappe phréatique qui remonte en surface l'hiver. Si on pouvait faire des chênes de hautes futaies, on ne s'en priverait pas. Mais pour l'instant, on n'a rien trouvé de mieux que le pin maritime.

Comment éviter de nouveaux incendies hors norme ?

La sécheresse, ce n'est pas nouveau. En 1989, le lac de Troupins à Guillos était à sec. Pour défendre la forêt, nous avons réalisé 40 000 kilomètres de pistes, aménagé 6 000 points d'eau grâce aux cotisations des propriétaires. Le secteur du Sud-Gironde était l'un des mieux défendus. La forêt y est entretenue. On peut accepter une négligence, un accident, mais contre des mises à feu volontaires, contre les pyromanes, il va falloir agir. Comme dans le Sud-

Est de la France pendant les périodes critiques, il faudra que la préfecture interdise l'accès au massif et que l'on organise la surveillance le long des routes, mais aussi depuis le ciel avec des drones.

L'autre phénomène qui accroît les risques, c'est l'augmentation de l'habitat. Les maires ont du mal à faire respecter les obligations de débroussailler autour des maisons. Le feu suit l'homme. Ce sont les constats d'une époque. Enfin, lors de l'incendie cet été, à un moment, il y avait une stratégie de recul en permanence. On n'attaquait plus le feu, on le laissait se balader. Ce n'est pas une attaque contre les pompiers, mais contre la doctrine décidée en haut. C'est une contradiction qui nous a fait mal en tant que forestiers alors que nous avons participé à stopper le flanc est de l'incendie de Landiras en juillet.

Recueilli par J. J.